



BULLETIN D'INFORMATION DE LA CES SUR LES NÉGOCIATIONS COLLECTIVES 2008/1

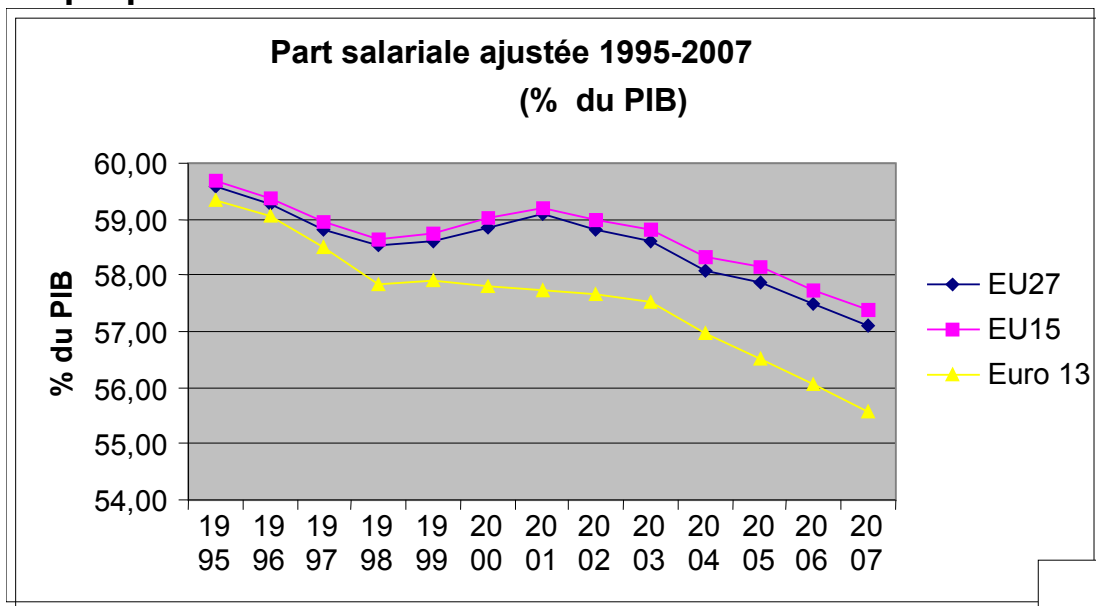
LA VÉRITÉ SUR LES SALAIRES, LES PROFITS ET LES EMPLOIS

I. LES FAITS

Au cours des dernières décennies, les salaires en Europe ont été modérés, dans certains cas, à l'extrême. Dans de nombreux pays, les salaires réels ont

stagné, et ont même diminué dans certains d'entre eux. En conséquence, la part des salaires dans le produit intérieur brut (PIB) a chuté dans toute l'Europe (voir graphique I ci-dessous). On a assisté à une redistribution massive, la part des profits augmentant au détriment des salaires.

Graphique I



Le milieu des affaires professe la conviction que ce transfert est nécessaire pour lutter contre le chômage massif en Europe, opinion relayée par des économistes du courant dominant et des institutions officielles telles que l'OCDE, la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Selon eux, la modération salariale aurait un

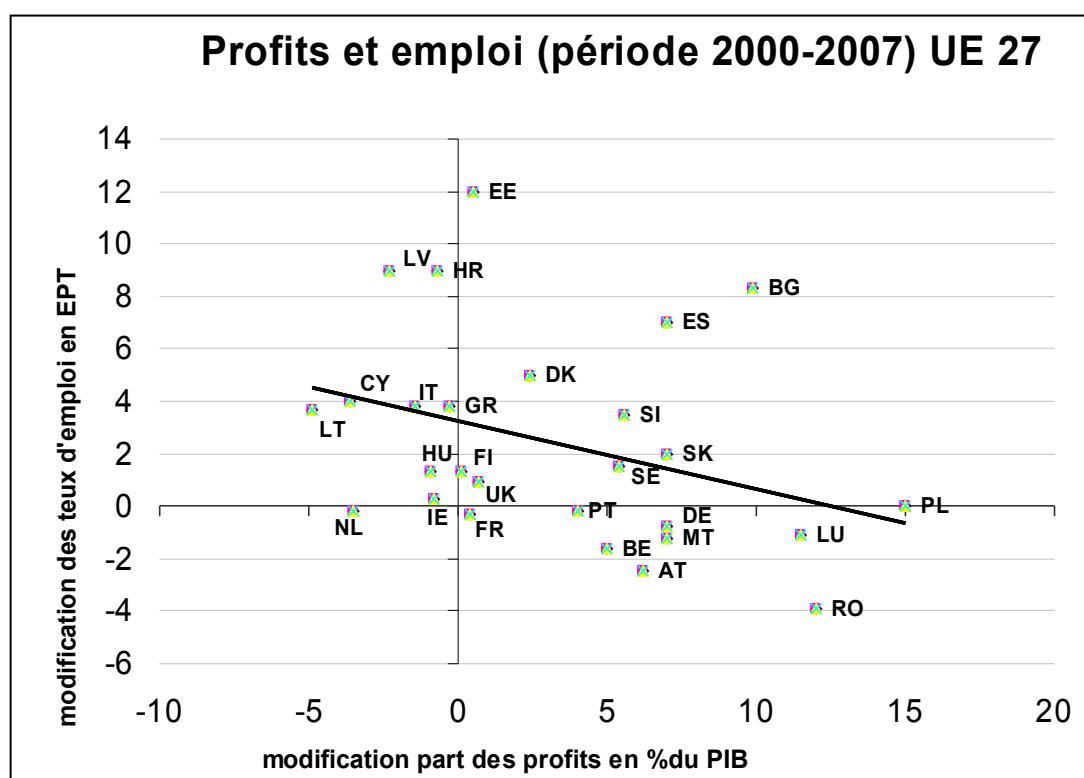
effet bénéfique parce qu'elle permettrait de créer de nouveaux emplois. Ou, pour citer un homme politique célèbre : « La modération salariale d'aujourd'hui, c'est l'investissement de demain et l'emploi d'après-demain ».

Or, qu'en est-il exactement ? Après des années et des années de modération salariale dans toute l'Europe, avons-nous des signes probants que la modération salariale permet de créer de nouveaux emplois ?

Le graphique ci-dessous peut apporter quelques éclaircissements à cet égard : il indique les modifications de la part des profits dans le PIB comparées à l'évolution des taux d'emploi (mesurés en équivalents

plein temps). La logique avancée voudrait qu'une modération salariale, en augmentant la part des profits dans le PIB, aurait un effet positif sur les taux d'emploi et déboucherait sur une augmentation de ceux-ci. Ce graphique est basé sur les données de 2000 à 2007. En effet, c'est au cours de cette période que les parts attribuées aux salaires et aux profits ont connu les plus grandes fluctuations (voir également graphique II ci-dessus).

Graphique II



Or, que constatons nous ? Le graphique II contredit les idées reçues de façon flagrante. Dans l'Europe des 27, et au cours de la période allant de 2000 à 2007, les bas salaires et les hauts

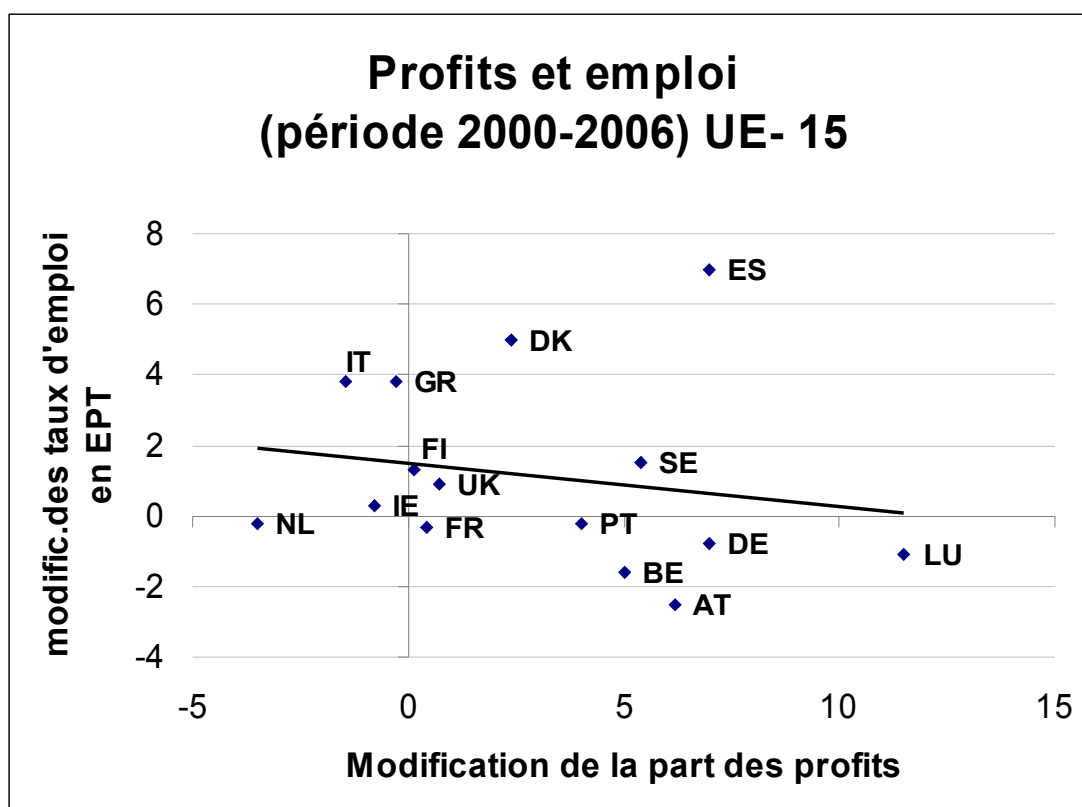
profits n'entraînent pas systématiquement une amélioration de la performance de l'emploi et une augmentation des taux d'emploi. Au contraire, la modération salariale tend à

entraîner une réduction de la performance de l'emploi. Les pays où la modération salariale a été extrême (Allemagne, Autriche) ont connu une stagnation ou même une chute des taux d'emploi. Et les pays où la part des profits est restée stable ont enregistré les plus grandes augmentations en termes de taux d'emploi.

Nous savons qu'au cours de cette période, douze nouveaux États membres de l'UE se sont préparés à l'adhésion à l'Union européenne et ont traversé un processus d'ajustement structurel extraordinaire. Ceci pourrait-il

expliquer pourquoi nous ne constatons pas de relation positive entre les profits et l'emploi? N'en déplaise aux hommes d'affaires et aux économistes du courant dominant, il n'en est rien. Même si nous nous ne prenons en considération que l'UE-15, la relation négative entre la modération salariale, les profits et la performance de l'emploi subsiste. Les concessions salariales constituent toujours les profits d'aujourd'hui et de demain, mais on ne peut prétendre qu'elles représentent les nouveaux emplois de l'avenir.

Graphique III



II. LE GOUFFRE ENTRE LA PRATIQUE ET LA THÉORIE

Quelle est la raison de cette contradiction flagrante entre les faits et les idées reçues ? Comment expliquer ce gouffre entre la théorie économique standard et la réalité ?

La réponse est que le monde des affaires pratique de façon très efficace la technique du « picorage ». Les éléments de la théorie économique qui servent les droits acquis des hommes d'affaires sont sélectionnés et diffusés avec insistance dans l'opinion publique, en passant sous silence les conditions qui doivent être remplies pour que la modération salariale fonctionne.

Selon la théorie économique, la modération salariale pourrait en effet créer des emplois, mais **seulement dans des conditions économiques très spécifiques**. Il peut se présenter des cas où la modération salariale a pour effet une amélioration de la performance de l'emploi : lorsque les profits sont si bas qu'ils découragent l'investissement, que le pays est à ce point dépendant des exportations que la croissance engendrée par l'exportation peut compenser la chute de la demande domestique découlant de la modération salariale, et que la banque

centrale est disposée à compenser la modération salariale et ses effets négatifs sur la demande - et en mesure de le faire.

Néanmoins, aucune de ces conditions n'est présente actuellement :

- Les profits en Europe et dans la zone euro n'ont jamais été aussi élevés qu'actuellement
- L'Europe, dans son ensemble, est une économie relativement fermée, dépendant pour 85 à 90 % de la demande domestique et seulement pour 15 % de ses exportations vers les pays tiers. Dans ces conditions, il serait dépourvu de sens de généraliser le modèle de « la croissance induite par les exportations » en proposant la modération salariale. Au contraire, une telle stratégie conduirait à la « guerre économique » et minerait la demande domestique et la croissance en général.
- La Banque centrale européenne est extrêmement réticente à s'engager dans une politique monétaire active. Elle ne veut pas jouer le rôle de stabilisatrice de l'économie « réelle » en compensant l'impact négatif de la modération salariale sur la demande

économique. Au lieu de cela, elle préfère limiter sa mission à stabiliser l'inflation et les attentes inflatoires au plus bas niveau possible. Dans un tel contexte, il est extrêmement difficile, sinon impossible, de faire de la modération salariale un outil pour augmenter l'emploi.

III. CONCLUSION: QUELS SONT LES BESOINS ACTUELS DE L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE ?

Dans ce qui précède, nous avons montré que les hommes politiques ne doivent pas suivre aveuglément (un aspect de) la théorie économique. Bien au contraire, il faut rechercher les besoins réels de l'économie. Et la réalité est que, actuellement,

l'économie européenne a un besoin urgent de nouveaux moteurs pour la croissance économique. Tous les moteurs traditionnels de croissance économique (les exportations vers les États-Unis, l'investissement commercial, la construction induite par l'endettement des ménages et les bulles immobilières) ont disparu ou sont en cours de disparition. Le seul moteur qui subsiste est la consommation privée. Mais, pour que celle-ci puisse se développer, une croissance salariale plus résolue, mettant fin à une décennie de transfert des salaires vers les profits est indispensable.

Ronald Janssen
CES, Bruxelles
le 25 février 2008